

Infiltration, guerre des polices, etc.

LA SURETE ET LES NAZIS DU WNP

FICTION ET REALITE DE L'INFILTRATION

LE "CANARD" DE M. GOL

Une enquête de routine du Parquet en octobre dernier aboutit à des découvertes sur l'activité du WNP (Westland New Post), groupe nazi formé d'anciens du Front de la Jeunesse et du VMO.

Ce sont des membres du WNP qui ont réalisé le meurtre d'un couple lié à cette organisation, en 82; ils ont fabriqué un alibi au meurtrier et détruit toutes les pièces à conviction. La police n'avait pu élucider l'affaire. Des armes, des fichiers de personnalités juives, des projets d'attentats, des documents secrets de l'OTAN, sont trouvés au domicile d'un responsable du WNP au cours d'une perquisition.

L'enquête établit encore les faits suivants:

- Les documents ont été volés avec la complicité de caporaux et de sous-officiers membres du WNP, qui entretient des relations étroites avec des officiers supérieurs de l'Armée et des agents de la Sûreté.

- Un responsable a réalisé un dossier sur le Zaïre en collaboration avec les agents de la Sûreté et des fonctionnaires du ministère des Relations extérieures. Cet ancien du Front de la Jeunesse (dissoute après sa condamnation pour milice privée), s'était infiltré dans Infor Jeune, une organisation démocratique et avait réussi à se faire engager au cabinet de Cécile Goor (CVP).

- L'attentat contre Haig à Mons en 1979, attribué à des terroristes allemands, a été mis au point par le WNP qui a aussi participé pour le compte de la Sûreté à des manifestations Ecolo, dont l'action violente de Chooz.

- Plusieurs membres sont indicateurs et d'autres carrément des agents de la Sûreté dont un commissaire, le "canard", qui a donné des cours d'infiltration et de filature.

M. Gol, interpellé, a déclaré que tout cela est "impeccable". Le "canard" est en mission d'infiltration, sur ordre de ses supérieurs, qu'il a tenus verbalement au courant depuis 1981. Le Ministre de la Défense et le Ministre des Relations Extérieures se taisent.

L'infiltration de l'extrême-droite est une plaisanterie.

Ce milieu a ses entrées dans les sphères dirigeantes (armée, finances, relations extérieures, magistrature, presse) et dans les différentes familles politiques (de VDB et le CEPIC à Gol et Simonet-Vranckx). Des trusts comme Pariba et Bruxelles Lambert, des hauts gradés comme le général E. Janssens et le colonel Verlinden, anciens du Congo Belge, ne cachent pas le moins du monde leurs options fascistes: soutien à la Rhodésie, à la Grèce des colonels, à Pinochet, etc.

Ces monopoleurs, partisans de la manière dure, manipulent l'extrême-droite. Au sein des forces au pouvoir, leur option fasciste ne représente qu'une divergence tactique, cela reste dans le cadre d'une querelle de famille. Et, de toutes manières, l'extrême droite est bien pratique pour tout le monde, quand il s'agit d'infiltrer et réprimer l'extrême-gauche, de monter des provocations, de justifier un renforcement du pouvoir.

NOUS AVONS ETE INFILTRES

L'UC(ML)B, le groupe qui a donné naissance à notre Parti en 1976, fut infiltré au plus haut niveau pendant 5 ans par le secrétaire du Comité Central et le cadre régional de Liège. Ils manipulaient clandestinement les 3/4 des membres. Sans parler de l'infiltration de quelques fascistes et indicateurs à la base.

DOUBLE VIE, DOUBLE JEU

Dans les carnets personnels, nous avons trouvé la preuve des réunions secrètes avec des dirigeants d'organisations proches ou ennemies, des manoeuvres et noyautages de militants, des travaux de recherche gardés secrets, des intrigues amoureuses clandestines menées derrière un comportement de "moines rouges"...

Une fois démasqués, les infiltrés craquèrent sans gloire et avouèrent partiellement. Ce n'était pas beau à voir.

Extrait de l'interrogatoire de P.M., cadre de Liège:

Dans quel but as-tu mené la lutte contre Eric (responsable des Jeunesses communistes) ?

P.M.: Je ne sais pas si je dois répondre comme un bourgeois ou comme un communiste. Parce qu'Eric était un opportuniste. Je pourrais dire: pour mettre quelqu'un à moi à la tête, et c'est aussi vrai objectivement, mais je crois que je ne suis pas allé aussi loin que cela. Je veux qu'on sache des choses. Et si je le veux, c'est parce que je suis communiste. [...] Ce que je dis est objectivement vrai. Je ne sais plus quand je trompe et quand je ne trompe pas les gens. J'ai deux visages...

Depuis quand trompes-tu l'UC ?

P.M.: Depuis le début. Le mieux, c'est de me foutre dehors, je ne sais pas si on peut changer un bourgeois infiltré.

TACTIQUE DES INFILTRÉS

Nous n'avions pas les moyens de découvrir la preuve matérielle des liens avec la bourgeoisie, liens qui passaient certainement par plusieurs intermédiaires. Mais c'est le seul aboutissement possible de l'infiltration. Celle-ci devait servir à informer, mais sa tâche principale était de jeter le discrédit sur le mouvement marxiste-léniniste.

Comment s'y prenaient-ils ?

Par derrière, ils construisaient leur réseau et par devant, ils affichaient un accord complet avec l'orientation. De temps à autre, ils lançaient un ballon d'essai pour la dévier; à la moindre résistance, ils se retiraient. L'objectif était de nous transformer en une petite secte de fanatiques, coupés des ouvriers, absorbés dans la théorie en chambre. Obtenant peu de résultats, ils durent abandonner le camouflage et passer ouvertement à l'offensive, fin 75.

Les militants ouvriers nous quittaient, les contacts se rompaient, le MUT de Cockerill [comité ouvrier indépendant] votait notre exclusion.

Ce sabotage s'accompagnait de tentatives pour changer de programme; la menace d'invasion soviétique mettait, selon les comploteurs, au premier plan la lutte pour l'indépendance nationale et reportait à plus tard la lutte pour le socialisme. Ils se faisaient ainsi l'écho dans nos rangs du programme nationaliste avancé par Amada (actuel PTB) depuis quelques mois, et qui appelait sans vergogne à rechercher l'alliance avec la bourgeoisie nationale belge et l'OTAN contre l'ennemi extérieur ! Ce programme chauvin fit rage à la même époque dans les pays européens. On voyait les drapeaux tricolores surgir à la place des drapeaux rouges dans de nombreux groupes révolutionnaires; plusieurs s'écroulèrent à cette occasion. Les ouvriers se détachaient de cette collaboration de classe. Qui croira à une coïncidence ?

ORIGINE SOCIALE DES INFILTRÉS

Les infiltrés et les gens sous leur influence étaient de la même origine sociale, des "gosses de riche" ou de familles introduites dans la politique, des hommes habitués à diriger (universitaires brillants). Ils avaient connu dès leur plus jeune âge les magouilles, les flatteries, l'illusion de leur supériorité. Le cadre de Liège, dans une lettre confidentielle, écrivait: *"Nous ne sommes pas passés par l'horrible école de l'humilité que l'ouvrier, fils d'ouvrier, subit toute sa vie. Nous continuons à nous sentir une supériorité – je ne mets pas cela entre guillemets, parce que je n'ai pas vraiment extirpé cela: la supériorité intellectuelle. Les "premiers de classe".*

L'INFILTRATION ÇA EXISTE

FRANCE 1980: UN NEO-NAZI SUR 5 EST UN POLICIER

Après l'attentat meurtrier de 1980 contre la synagogue de la rue Copernic à Paris, des responsables de la communauté juive et de l'opposition mirent en cause la bienveillance de la police envers les groupes d'extrême-droite.

Un syndicat de police révéla que le Ministre de l'intérieur possédait la liste de 150 membres de la F.A.N.E. (organisation néo-nazie dissoute), dont 30 étaient des policiers.

Les dossiers sur les groupes d'extrême-droite n'avaient pas été tenus à jour, ils étaient inutilisables pour les enquêteurs de l'attentat antisémite. Certains dossiers avaient disparus, d'autres étaient vides.

Selon le même syndicat policier, "Ces activistes néonazis ne sont pas des policiers dévoyés mais des militants des milieux nazis qu'on a laissé entrer dans la police".

Cet état de fait date d'après 68, où la police et surtout les Renseignements Généraux (équivalent de la BSR) étaient essentiellement occupés à surveiller et à infiltrer l'extrême gauche et les syndicats. "Pour ce travail, disait un policier, les *faschos* (fascistes) ont toujours été les plus motivés".

Depuis que les socialistes sont au gouvernement, a-t-on entendu parler d'une épuration de la police et des RG ? Si. Quand des policiers de Marseille ont organisé une *ratonnade* dans la tradition O.A.S., certains ont fait la remarque que, dans la police aussi, plus ça change et plus c'est la même chose.

ITALIE

LA LOGE P2: DANS LES COULISSES DU POUVOIR

Au pays de Machiavel et de la Mafia, les intrigues se déchaînent dans les couches dirigeantes. La loge P2 (organisation secrète maquillée en loge maçonnique) a sans doute battu les records dans l'infiltration.

Rien que des huiles: sur plus de 900 membres, 3 ministres au gouvernement (deux démocrates chrétiens et un socialiste), 175 hauts gradés de l'armée, dont le responsable des services secrets militaires; des gros banquiers, dont M. Sindona, le mafioso condamné aux USA à 25 ans de prison pour banqueroute frauduleuse, et M. Calvi, PDG de la banque Ambrosiano, représentant les finances du Vatican, accusé peu après de la même chose, puis retrouvé pendu à Londres; des hauts magistrats; des journalistes, dont le directeur du grand quotidien *Corriere della Sera*.

Ces personnalités appartenaient à tous les milieux politiques, sauf le PCI.

Cette loge maçonnique spéciale où les affiliés ne se connaissaient pas entre eux, dépend totalement de L. Gelli, petit industriel du textile apparemment bien tranquille, menant une vie effacée d'éminence grise. Son capital le plus précieux: des dossiers compromettants lui permettant de faire chanter les hommes en place. On mit la main, par exemple, sur un dossier concernant les pots de vin entre l'ENI (Office italien des pétroles) et l'Arabie Saoudite, et sur un autre concernant des collaborateurs de la dernière guerre.

La loge P2 sert à différents objectifs: le trafic financier (L. Gelli est impliqué dans la banqueroute du groupe Calvi), le commerce extérieur, le chantage, les pressions sur la police et la magistrature pour protéger les fascistes inculpés dans les attentats.

Créée en 1975, la loge vit ses activités secrètes découvertes en 1981. Ces révélations jetèrent une belle pagaie. Le gouvernement Forlani tomba. A tous les postes dirigeants, il y eut des "suspensions provisoires", des "congés", des démissions, des maladies, deux suicides, quelques autocritiques. Une commission d'enquête de trois sages fut nommée, qui compara la loge à la Mafia et au Ku-Klux-Klan. Peu à peu, les choses se tassèrent. On minimisa l'événement, on parla d'une provocation orchestrée par L. Gelli lui-même. La loge P2 fut interdite, mais non démantelée.

L. Gelli s'enfuit et ne fut arrêté qu'en septembre 82, tandis qu'il venait récupérer l'argent de l'Ambrosiano caché dans une banque suisse. L'Italie réclama son extradition, qui traîna en longueur. En août 83, juste avant son extradition, L. Gelli s'enfuit de prison avec des complicités en haut lieu. Preuve que la P2 est toujours puissante, en Italie et ailleurs. Les banquiers suisses et leurs collègues italiens ne tiennent pas particulièrement à ce que l'accusé témoigne de certaines pratiques douteuses. Comme la Mafia, les sociétés secrètes fascistes plongent leurs racines dans la pourriture du capitalisme.

(La Vérité, novembre 1983)

LE PROCES DE LA FILIERE BORAINNE

SCENARIO FOIREUX

Tout se tient. Les preuves s'accumulent: avec l'aide de militants d'extrême droite, des gens de la Sûreté ont organisé des attentats (dont les tueries du Brabant Wallon ???), afin de créer la panique dans la population, contexte favorable au renforcement des moyens répressifs. Des partenaires ou des témoins gênants ont dû être liquidés en cours de route (M. Latinus, M. Mendez), des enquêtes ont été brouillées ou orientées vers des boucs émissaires (les Borains). Ajoutons que les attentats signés CCC ou le vol des obus à Florennes ont aussi été manipulés.

Normal. L'exemple récent de la loge P2 est là pour confirmer ce que l'assassinat de Lahaut et de Lumumba avaient déjà appris sur la "démocratie".

Tout se tient, mais tout foire – serait-ce là un signe des temps ?

Les CCC ont fait figure de terroristes à la manque; dans les milieux populaires, on a plus blagué que tremblé à leur évocation et la manifestation bien-pensante de la "gauche" contre les CCC ne rassembla que mille personne ! Les tueries aveugles du Brabant wallon ont écoeuré, mais au lieu du réflexe escompté, elles ont provoqué – à commencer par les familles des victimes – un sentiment de méfiance envers la justice et le pouvoir. Personne n'a voulu y voir la main des CCC.

Le Borinage entier a refusé les boucs émissaires proposés par certains magistrats, en déclarant: "*Voleurs oui, tueurs non*". De leur côté, les hommes de main de la Sûreté ont accumulé les bévues au point qu'à lui seul le reporter du "Soir" a pu rassembler une panoplie d'indices effarants et retrouver les objectifs véritables. Des lampistes du WNP, des agents de la Sûreté et de la gendarmerie, ont accusé en public leurs "patrons". On a eu droit en prime à des querelles de juges (on en changea trois fois !), puis des querelles d'experts (sur les armes) et deux procès ont été stoppés brusquement.

A ce stade, même si l'affaire devait tourner à eau de boudin, le cafouillage est largement suffisant pour que chacun se fasse une idée. Une idée, c'est tout. Car ce déballage inusité (on en sait toujours beaucoup moins aujourd'hui sur l'assassinat de Lahaut) tombe sur un mouvement social en pleine déconfiture, complètement sur la touche dans cette histoire – cf. le premier rôle inhabituel aussi tenu par le journaliste d'un grand quotidien très centriste ! C'est la crise pour tout le monde; un peu comme dans l'épisode de la Société Générale, du trafic nucléaire à Mol ou de Tchernobyl: les gens au pouvoir ne parviennent plus à cacher les magouilles, mais la population ne parvient pas non plus à s'en servir pour riposter.

A se demander POURQUOI des gens de la Sûreté ont monté ces opérations ? Lahaut et Lumumba catalysaient une forte agitation sociale; les Brigades Rouges italiennes avaient une influence non négligeable dans les années 70. Mais la gauche belge des années 80 ? Cela sonne faux, artificiel.

Sans doute faut-il chercher les mobiles en dehors de la Belgique. Les USA, les grandes puissances européennes nous ont inclus dans leur réorganisation répressive, vu la présence de l'OTAN, du siège de la CEE et de pas mal de tric trac international sur notre sol, depuis le trafic d'armes, de drogue, de déchets nucléaires, jusqu'aux groupes terroristes...

Le Ministre Gol a fidèlement introduit les mesures exigées (renforcement des polices, nouveau matériel, coordination des fichiers européens), tandis que les gens de la Sûreté bricolaient le scénario

classique sans se fouler, étant donné la faible mobilisation sociale. La servilité envers les “Grands” internationaux, par contre, ça sonne juste, c’est du belge.

L.M.

(Vérité, février 1988)